

Volontaires!

www.afev.org

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE

N° 17 | FÉV. MARS. 2009



Nouvelle chance sur les bancs

Comprendre le décrochage, trouver une voie pour chacun

→ PAGE 3

Photo réalisée avec les jeunes d'un atelier citoyen mené par l'Afev au collège Pierre Sépard de Bobigny (93).

Penser la jeunesse



Par **NICOLAS DELESQUE**
Secrétaire général de l'Afev

Lors des derniers ajustements gouvernementaux, Monsieur Martin Hirsch s'est vu confier le poste de haut commissaire à la Jeunesse auprès du Premier ministre. Une des tâches qui lui incombent va être d'animer le Comité interministériel à la jeunesse (CIJ) et de « fonder sur des bases nouvelles, une politique transversale à l'égard de la jeunesse ». Cette information appelle quelques réflexions.

Tout d'abord, notre association s'est, avec quelques autres, félicitée de cette nomination en tant que formalisation de la dimension interministérielle des actions à inventer. Nous l'avions déjà affirmé lors de la dernière campagne présidentielle : la jeunesse collée au sport et rien qu'au sport, ça commençait à bien faire – ce côté « l'exercice, ça forme la jeunesse » et les images surannées d'adolescents en survêtement qui prennent « le bon air »... Le lancement de la campagne « Envie d'agir » avait plutôt marqué un progrès avec le rattachement au ministère de l'Éducation nationale, mais on continuait à laisser de côté la culture, la santé, etc. L'approche interministérielle

choisie doit permettre de pouvoir s'attaquer aux problèmes que rencontrent effectivement les jeunes – emploi, formation, logement... – pour trouver une place dans la société.

Deuxième remarque : la réanimation du CIJ – eh oui, ce n'est pas une invention ! – qui ne s'était pas réuni depuis 1990 sur demande de Michel Rocard, Premier ministre de l'époque. Plus de 18 ans sans être convoqué, le délai parle de lui-même et souligne l'incapacité de nos décideurs d'appréhender la jeunesse dans son ensemble, par delà les différences de situations des jeunes qui la composent. Cette mise en sommeil renvoie aussi à cette question : quelle place notre société donne-t-elle à ses nouvelles générations ?

Enfin, un mot sur l'objectif de cette nouvelle nomination : « donner à la jeunesse un accès à une autonomie responsable et solidaire » que nous pouvons partager et qui sonne un peu comme un écho institutionnel du « Être Utile » auquel adhèrent tous les ans les milliers d'étudiants bénévoles de l'Afev.

Nous avons été étonnés de ne pas trouver « l'éducation » parmi les sept piliers qui doivent fonder cette nouvelle politique. Certes, nous savons qu'en France il est

difficile pour un gouvernement de parler d'éducation hors du ministère de tutelle, mais il faudra bien un jour organiser la porosité entre les politiques mises en place par les collectivités locales et territoriales, les organismes publics et les différentes administrations d'État pour mener une politique concertée en direction de notre jeunesse.

A l'heure de l'entrée dans la société de la connaissance, du bouleversement en cours de nos économies, la question de la transmission des savoirs nous paraît essentielle. Peut-on parler d'une politique de jeunesse ambitieuse sans régler la question des 150 000 jeunes qui sortent du système scolaire sans diplôme, quand on connaît l'importance qu'a prise la réussite scolaire pour l'insertion sociale ? Peut-on parler de poli-

tique de jeunesse sans parler du trop faible nombre de diplômés de l'enseignement supérieur au moment où l'emploi demande de plus en plus de compétences ? Alors oui, à une politique interministérielle de jeunesse, mais avec un peu d'éducation quand même ! Quel meilleur lieu

qu'une école réformée pour apprendre « l'autonomie responsable et solidaire » ?

Quelle place aux nouvelles générations ?

→ ÉVÈNEMENT



UNIVERSITÉS SANS FRONTIÈRES

PAGE 2

→ EXPÉRIENCE



QUEBEC REMETTRE LE PIED À L'ÉTRIER

PAGE 4

→ SOLIDARITÉ



L'EAU UN ENJEU POUR TOUS

PAGE 6

→ RENCONTRE



MAP, MINISTÈRE DES QUARTIERS

PAGE 7

ET AUSSI

- FLORIAN RACCROCHE P. 5
- MARIANNE ET NOUS P. 6
- DROIT DANS LES CITÉS P. 8



L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour intervenir dans les quartiers défavorisés. Avec 7 500 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 280 villes partenaires, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires. Leur principale activité est l'accompagnement individualisé dans les quartiers en difficulté.

→ COLLOQUE

DANS L'ÉTAT BRÉSILIEN DU PARANÁ, CHERCHEURS ET ÉTUDIANTS VONT AU CONTACT DES POPULATIONS DÉFAVORISÉES POUR LES SOUTENIR DANS DES PROJETS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX OU CULTURELS. UNE ILLUSTRATION CONCRÈTE DE CE QUE PEUT ÊTRE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES UNIVERSITÉS, THÈME DU COLLOQUE ORGANISÉ PAR L'AFEV, LA CPU, LA RÉGION RHÔNE-ALPES ET L'ANACT EN DÉCEMBRE DERNIER.



L'université hors des murs



Lygia Lumina Pupatto, représentante de l'Etat du Paraná, avec le vice-président de la Région Rhône-Alpes Roger Fougères.

Au Paraná, dans la pointe sud du Brésil, les universités ne sont pas présentes uniquement dans les grandes agglomérations. Enseignants, chercheurs et étudiants travaillent aussi dans environ 120 « extensions » créées dans des petites villes et villages, parfois complètement isolés dans les zones tropicales de la région. Là, les universitaires ne viennent pas pour délivrer des cours

magistraux mais pour aider très directement les populations dans des projets économiques, sociaux ou culturels.

« Les extensions existent depuis 1967 mais elles sont devenues une priorité ces dernières années, explique Lygia Lumina Pupatto, responsable du programme Universités sans frontières. L'idée est d'articuler d'une manière indissociable les savoirs à la société. Au Paraná, de nombreux habitants vivent dans la pauvreté ou dans des situations sociales difficiles. La participation du monde universitaire doit contribuer à définir les bonnes politiques publiques et éliminer les obstacles au développement. »

Aide aux agriculteurs

Très concrètement, enseignants et étudiants sont aujourd'hui impliqués dans 165 projets locaux. Une grande part concerne le soutien à des exploitations agricoles familiales, notamment laitières. « Près de 85% des propriétés sont gérées par de petits producteurs n'ayant pas accès aux technologies de base », poursuit Lygia Lumina Pupatto. Contrôle de l'hygiène,

amélioration de la nourriture du bétail, transformation des déchets : les universitaires forment ainsi les exploitants à des méthodes qui leur permettront d'accroître les rendements ou de mieux valoriser la production. Un transfert de technologies qui peut également s'appliquer à des secteurs plus en pointe comme l'agro-écologie.

Donner du sens aux savoirs

Les deux autres domaines d'action principaux des extensions concernent l'accès aux droits, notamment aux droits sociaux, et le champ culturel. Il s'agit souvent d'aider les populations à utiliser des dispositifs déjà existants mais qu'elles ne connaissent pas, ou d'en créer de nouveaux plus adaptés. Prévention des violences domestiques, cours d'alphabétisation, intégration des personnes handicapées : très large, la palette des interventions cherche à répondre au mieux aux besoins des publics. A la demande des communautés indiennes présentes au Paraná, l'une des extensions a ainsi

travaillé sur la mise en valeur des langues et cultures natives.

Tourné vers les besoins des publics les plus défavorisés, le projet des extensions est aussi vu comme une chance pour la recherche. Comme le souligne Lygia Lumina Pupatto, l'objectif est aussi de « transformer l'université » en créant des partenariats et « de nouvelles relations » entre enseignants et étudiants. Pour ces derniers, le travail de terrain est aussi l'occasion d'enrichir de l'expérience et de donner du sens aux savoirs acquis durant leur cursus. « Casser les frontières est le point de départ pour redéfinir le rôles des individus et des institutions », estime le gouverneur de l'Etat du Paraná et principal artisan du renouveau des extensions, Roberto Requiao.

PAUL FALZON-MONFERRAN

www.seti.pr.gov.br

→ PARTENARIAT



→ REPORTAGE

L'UNIVERSITÉ RÉINVENTÉE

PLUS DE 200 PERSONNES, DONT DE NOMBREUX REPRÉSENTANTS DES UNIVERSITÉS ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, ONT ASSISTÉ LE 9 DÉCEMBRE DERNIER AU COLLOQUE ORGANISÉ À LYON SUR LE THÈME DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES UNIVERSITÉS.

Plus de 200 personnes, dont de nombreux représentants des universités et des collectivités territoriales, ont assisté le 9 décembre dernier au colloque organisé à Lyon sur le thème de la Responsabilité Sociale des Universités. Les débats ont mis en avant l'apport de l'action bénévole de l'étudiant en termes de cohésion sociale (intervention auprès des jeunes et des familles, découverte d'autres horizons pour les jeunes des quartiers) mais aussi les bénéfices que l'étudiant lui-même en tire. Il développe en effet des compétences nouvelles qui complètent dans son parcours académique (adaptation à d'autres environnements, gestion de projets etc.). Face à ces constats, les universités peuvent soutenir la démarche d'engagement des étudiants – notamment



par la validation de crédits universitaires spécifiques, comme une trentaine d'universités le font déjà avec l'Afev.

La revue Universités & Territoires a consacré l'intégralité de son numéro 56 (décembre 2008) sur le thème du colloque sur la Responsabilité Sociale des Universités.

www.universites-territoires.info





DOSSIER

ALORS QUE XAVIER DARCOS VIENT DE FAIRE DE LA LUTTE CONTRE L'ABSENTÉISME UNE « GRANDE CAUSE DE L'ÉDUCATION NATIONALE », EN MISSIONNANT NOTAMMENT 5000 MÉDIATEURS DE LA RÉUSSITE SCOLAIRE DANS LES QUARTIERS, VOLONTAIRES REVIENT SUR CE CONCEPT AUX CONTOURS FLOUS QU'EST LE « DÉCROCHAGE ». QUI DÉCROCHE ? POURQUOI ? COMMENT PRÉVENIR LA SORTIE DU SYSTÈME SCOLAIRE ? QUELS MOYENS POUR « RACCROCHER » LES JEUNES, EN FRANCE ET AILLEURS... ÉLÉMENTS DE RÉPONSE.

Je décroche, tu décroches, il décroche...

Les facteurs de sortie du système scolaire

Le terme de « décrocheur » désigne les élèves qui quittent petit à petit le système scolaire. Il est l'expression de processus multifactoriels pouvant amener à la déscolarisation, qui consacre l'arrêt de scolarité avant 16 ans. On trouve également des situations de décrochage scolaire au-delà.

Ce terme est aujourd'hui très couramment utilisé, et peut recouvrir à tort des difficultés d'apprentissage durables ou passagères, voire des handicaps non détectés, des comportements scolaires hors-normes, des absences régulières...

Les diverses recherches n'ont pas conclu à un « profil type » d'élèves décrocheurs, considérant comme plus pertinente pour l'analyse l'étude de l'enchaînement des interactions favorisant le décrochage, voire menant à la déscolarisation. D'une manière générale, les élèves déscolarisés ou en fin de processus de décrochage scolaire sont plutôt issus de catégories défavorisées, même si l'on en trouve aussi dans des catégories plus aisées, mais en moins grand nombre.

Des cas de figure très variés

Les processus de décrochage scolaire sont corrélés couramment avec de mauvais résultats scolaires, des lacunes accumulées au fil des années sans prise en charge pédagogique. Ces élèves en très grande difficulté ne comprennent pas le sens de l'école et des savoirs qui y sont transmis, et, lorsqu'ils perturbent les cours, sont plus étiquetés comme perturbateurs à sanctionner que comme élèves en difficulté. Ils doivent avant tout changer d'attitude et se « mettre au travail », alors même que les lacunes accumulées les en empêchent. S'en suivent une escalade de sanctions, des exclusions ou une

mise en retrait de l'élève lui-même, par le biais d'un absentéisme très important. Si le même processus se reproduit dans un autre établissement, l'arrêt de scolarité peut alors intervenir.

D'autres élèves sont arrivés en 6e avec des résultats assez bons, quoiqu'avec des absences signalées à l'école primaire, et les ont confirmés dans cette première année du collège. Mais petit à petit ces jeunes ont quitté l'école sans faire de bruit. Il faut alors rechercher la source de ce retrait dans des problématiques familiales, comme celle de ces adolescentes pour qui le rôle de soutien parental, voire de substitut maternel, a pris très tôt le pas sur la nécessité d'aller en classe. Elles peuvent être tentées, du reste, d'avoir un enfant plus tôt que la moyenne des femmes.

D'autres encore interrompent leurs études à la suite du décès d'un parent, d'un placement, d'un déménagement... Autant d'événements qui interviennent dans des situations déjà fragiles et précipitent l'arrêt de scolarité. D'autres, enfin, entrent dans des processus délinquants concurrentiels avec la scolarité, qui sont à leur tour accentués par le décrochage scolaire.

En lycée professionnel, le décrochage pouvant mener à l'arrêt des études peut être motivé par des choix aléatoires de filières de formation, voire des choix contrariés, une découverte décevante de la formation et du métier choisi, des discriminations dans l'accès aux stages liées à l'origine ethnico-culturelle ou à la couleur de peau, un faible accompagnement parental et des relations conflictuelles avec les enseignants et les personnels scolaires dans le lycée.

Par ailleurs, les modes de vie juvéniles et les nécessités économiques entrent en contradiction avec le rythme et les contraintes de la vie au collège ou au lycée : des élèves travaillent pour aider leurs parents, gagner quelque « argent de poche »

ou subvenir à leurs besoins ; d'autres se retrouvent entre eux le soir ou châtent sur Internet, se couchent tard et ne se lèvent pas à temps le matin, consomment quelquefois des produits psychotropes... Et ne font pas toujours le lien entre leurs choix du moment et les conséquences ultérieures !

Un seul de tous les éléments cités ci-dessus ne suffit pas à expliquer l'aboutissement du décrochage vers l'arrêt de scolarité sans qualification ou sans diplôme. C'est le croisement de plusieurs facteurs qui peut y mener, d'autant plus si les personnels scolaires et les familles ne les perçoivent pas comme facteurs de risque et sujets de prévention, et si les élèves manquent de guides et de points de repères, tant à l'école qu'en famille et parmi leurs pairs. Un sentiment d'inutilité sociale, un effondrement de l'estime de soi peuvent mettre à mal les projets ultérieurs et les propositions d'alternatives à la scolarité classique.

Changer de regard

De nombreux dispositifs œuvrant à la prévention du décrochage scolaire et des arrêts de scolarité existent en milieu scolaire, les uns généralisés, et d'autres plus expérimentaux, tels que les dispositifs de socialisation et d'apprentissage (DSA) dans des collèges parisiens, conçus pour remotiver des élèves en risque de décrochage.

Consacrer du temps aux élèves qui « posent le plus de problèmes » implique de décaler, voire de renverser le regard porté sur eux et de passer d'une logique d'éviction des « non-conformes » à la mise en œuvre de la conviction de l'éducabilité de tous les élèves. Cette démarche suppose le croisement de cultures professionnelles diverses au sein des établissements scolaires et des actions en partenariat.

Ces actions peuvent aller de pair avec des

rencontres régulières avec les parents d'élèves, surtout à l'école élémentaire et au collège, qui peuvent avoir lieu hors des locaux scolaires. Elles visent à rendre plus intelligible le fonctionnement de l'école à des parents, dont certains n'ont pas d'expérience scolaire eux-mêmes ou une expérience négative. Il faut cependant souligner que ces démarches restent rares et que les parents sont souvent considérés plus du point de vue de leurs « manques » que de leurs potentialités éducatives, quand ils ne doivent pas supporter toute la faute des absences et des difficultés de leurs enfants.

Même si ces démarches éducatives et pédagogiques n'entament pas les mécanismes de sélection et d'exclusion et ne modifient pas fondamentalement les modalités de l'enseignement dans les classes ordinaires, il reste qu'elles sont susceptibles de proposer des alternatives à certains élèves très en difficulté dans le système scolaire classique. Ce faisant, elles participent à la prévention de diverses conséquences observées des arrêts de scolarité (isolement, maternité précoce, délinquance...).

MARYSE ESTERLE HEDIBEL

Mais petit à petit ces jeunes ont quitté l'école sans faire de bruit.

MARYSE ESTERLE HEDIBEL



Maryse Esterle Hedibel est chercheuse à l'Institut universitaire de formation des maîtres Université d'Artois, CESDIP-CNRS.

→ POINT DE VUE

« Travailler en réseau est essentiel »

COMMENT RACCROCHER LES JEUNES QUI ONT QUITTÉ L'ÉCOLE ? AU QUÉBEC, L'IDÉE EST NÉE DE PARTIR DES PARCOURS INDIVIDUELS DES DÉCROCHEURS POUR TROUVER LA VOIE QUI LEUR CORRESPOND, Y COMPRIS EN AYANT RECOURS À LA FORMATION CONTINUE POUR ADULTES. ENTRETIEN AVEC **DANIELLE DESMARAIS**, CHERCHEUSE ET PRÉSIDENTE DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS POUR LA PRATIQUE DES HISTOIRES DE VIE.

Volontaires ! Depuis avril 2007, vous menez au Québec une recherche-action pour comprendre le processus de décrochage / raccrochage scolaire des jeunes adultes. De quels constats partez-vous ?

Danielle Desmarais Les recherches sur le décrochage sont de plus en plus nombreuses au Québec. Elles se sont développées pour répondre à un problème social maintenant connu : un nombre significatif de jeunes abandonnent l'école avant d'avoir obtenu un premier diplôme, le DES (Diplôme d'études secondaires). Par contre, un phénomène plus récent est beaucoup moins bien cerné et compris : c'est



celui des jeunes de 15-16 ans qui, ayant quitté l'école, reviennent assez vite

à l'école des adultes, voire décident de quitter l'école secondaire pour diverses raisons avec l'intention de poursuivre à l'école des adultes. Les jeunes de 16-20 ans ont des besoins différents et créent un rapport très

différent avec les enseignants et autres intervenants des CEA - Centres d'Éducation des Adultes -. Souvent, ils ont accumulé des échecs scolaires et ont développé un rapport très difficile à l'école et aux matières académiques.

V ! Quelles pistes de travail ?

D. D. Nous sommes encore dans une phase d'analyse des données, mais nous entrevoyons déjà quelques constats porteurs pour l'accompagnement des 16-20 ans. Premier constat, l'accompagnement au raccrochage des 16-20 est pluriel. Il convoque une diversité d'acteurs sociaux, de la famille aux amis, en passant bien évidemment par les enseignants et les intervenants du milieu communautaire. En amont du retour à l'école des adultes, l'installation d'un filet de sécurité pour les jeunes qui connaissent un parcours scolaire difficile au secteur régulier, par le biais d'intervenants professionnels qui créent des passerelles entre le secteur jeunes et le secteur adultes de l'éducation formelle, apparaît névralgique. En effet, je ne serais pas

surprise que dans plusieurs pays occidentaux, comme au Québec, il existe une étanchéité presque totale entre les secteurs jeunes et adultes. Cette étanchéité nuit considérablement au développement de dispositifs novateurs pour certains jeunes qui n'arrivent plus à apprendre au secteur jeunes.

V ! Cette démarche est-elle possible auprès de tous les jeunes ?

D. D. Certains jeunes particulièrement vulnérabilisés, ayant décroché et vivant dans un milieu où le tissu social est particulièrement poreux, par exemple dans certaines régions rurales du Québec, se retrouvent particulièrement isolés et s'éloignent progressivement de toute institution porteuse d'une offre d'accompagnement. En sus d'une allocation publique de subsistance, on peut offrir à ces jeunes un accompagnement de groupe qui leur permette une réinsertion psycho-sociale progressive, précédant une réinsertion scolaire et/ou professionnelle. C'est ici que

l'on peut souligner le rôle essentiel des intervenants communautaires et le rôle de l'éducation non formelle et informelle en amont du retour à l'école et peut-être tout particulièrement pour les jeunes les plus vulnérables ou fragilisés. Enfin, le retour à l'école des adultes, le raccrochage à proprement parler n'est pas exempt d'embûches. Plus encore, nous nous interrogeons : si le jeune atteint les objectifs qu'il s'est fixés, sans toutefois obtenir un diplôme, ne peut-on pas parler de « réussite éducative » en opposition ici avec la « réussite scolaire »... La route peut encore être longue avant que le jeune raccrocheur n'obtienne un diplôme. Les défis sont nombreux pour les acteurs qui oeuvrent à l'intérieur du CEA : une pédagogie diversifiée, des cours créatifs qui permettent au jeune de se développer globalement, des intervenants spécialisés qui relèvent de ce que l'on appelle les services complémentaires et qui accompagnent le jeune dans l'ensemble des secteurs de sa vie, etc.

V ! L'école peut-elle faire ce travail seule ?

D. D. Dans tous ces cas de pratiques novatrices, un travail en réseau s'avère essentiel. Les acteurs sociaux qui ont initié le projet de réinsertion des jeunes vulnérabilisés ont travaillé avec tous les intervenants de la région, en créant des regroupements locaux et régionaux et en sollicitant parfois de manière ardue, une contribution continue de plusieurs ministères provinciaux et fédéraux portant une mission de développement local et/ou une mission auprès des jeunes, des acteurs politiques et des employeurs locaux. À l'intérieur de l'école des adultes, une véritable révolution s'avère nécessaire pour amener tous les intervenants de l'école à travailler de concert... tant dans les activités académiques que para-scolaires.

PROPOS RECUEILLIS PAR ESTELLE DUQUESNOIS



www.rqphv.org

Zoom

LE MODÈLE QUÉBÉCOIS S'EXPORTE

Sur le modèle de la recherche-action menée par les équipes de Danielle Desmarais, un groupe de travail européen a été créé en Rhône-Alpes pour prévenir le décrochage des 16-20 ans.

L'initiative a été prise dans le cadre de la FREREF (Fondation des régions d'Europe pour la recherche en éducation et formation), un groupe de 13 régions de l'Union européenne qui fait intervenir des décideurs régionaux, des partenaires sociaux, des chercheurs, des acteurs de terrain et des professionnels de l'éducation et la formation.



www.freref.eu

→ REPORTAGE

A NICE, UN SUIVI TAILLÉ SUR MESURE

UNE DIZAINE DE JEUNES DÉCROCHEURS SONT AUJOURD'HUI ACCOMPAGNÉS PAR LES BÉNÉVOLES DE L'AFEV EN LIAISON AVEC LA MISSION GÉNÉRALE D'INSERTION (MGI) DE NICE.

Ils sont une dizaine, habitant les quartiers populaires de l'Est de Nice. Tous sont sortis du système scolaire, et ont aujourd'hui entre 16 et 18 ans : trop vieux donc pour que les lycées soient soumis à l'obligation de les scolariser, trop jeunes pour prétendre aux dispositifs d'insertion des missions locales.

Pour suivre ces jeunes en situation de décrochage, la Mission générale d'insertion (MGI) de Nice a pris l'initiative d'impliquer les bénévoles de l'Afev, avec l'idée d'offrir une nouvelle perspective à ces jeunes. « Au-delà des compétences scolaires, l'étudiant véhicule une image de réussite qui peut donner du sens pour ces jeunes qui n'ont souvent connu que l'échec, explique Martine Karatay, de la MGI Nice. C'est d'autant plus vrai qu'étudiants et jeunes suivis viennent souvent des mêmes quartiers. »

Côté Afev, le projet a pu d'abord sembler délicat. « Certains bénévoles se demandaient s'ils sauraient aider des jeunes à peine moins âgés qu'eux, et qui avaient souvent un passé scolaire difficile, reconnaît Karima Ben Araïes, chargée de développement local de l'Afev Nice. Mais après les premières rencontres, ces craintes ont disparu. On peut même dire que les étudiants étaient ravis d'épauler les jeunes. »

L'accompagnement des jeunes en situation de décrochage se fait dans plusieurs cadres : les établissements scolaires où ils

suivent 5 à 7 heures de cours par semaine, et les entreprises où ils sont invités à trouver des stages toutes les trois semaines pour découvrir différents univers professionnels, avant de préciser leur envie de formation ou de rentrer directement dans le secteur qui leur aura plu. Les étudiants de l'Afev interviennent surtout pour aider les jeunes à acquérir de la confiance en eux.

« Avec Ryma que j'accompagne depuis décembre, on travaille la recherche de stage surtout, explique Alafya, une des bénévoles de l'Afev. Bien préparer son CV, savoir comment se comporter avec la personne que l'on sollicite, et surtout, ne pas se décourager. C'est pas facile de rester motivé après deux ou trois non. Moi-même, je dois souvent trouver des stages alors je comprends ce qu'elle peut ressentir ! »

L'autre apport des étudiants de l'Afev, c'est le lien qu'ils peuvent créer avec les familles, plus naturellement que les institutions. « Comme les accompagnements se déroulent à domicile, on a une vision pas seulement scolaire de la situation des jeunes, on peut aussi saisir leur environnement social, leurs conditions de vie, etc. », estime Martine Karatay de la MGI.



Photo réalisée avec les jeunes d'un atelier citoyen mené par l'Afev au collège Pierre Sémard de Bobigny (93).

www.afev.org